

LA THEORIE DES ZONES MONETAIRES OPTIMALES S'ADRESSE-T-ELLE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT ?

Brahim Razgallah¹

RESUME :

La théorie des zones monétaires optimales avait l'avantage de présenter le choix d'un régime de change en terme d'une analyse coûts-bénéfices. Elle s'est cantonnée à l'aspect asymétrique des chocs tout en évacuant l'aspect structurel. Cet article se propose de réexaminer la théorie et de démontrer l'importance du niveau de développement dans l'adoption d'une monnaie unique. Il sera démontré que l'analyse théorique supposait implicitement l'homogénéité structurelle des pays de la zone monétaire.

Mots clés : zones monétaires optimales, unions monétaires, taux de change réel.
Classification *JEL* : F32, F33.

¹ C.E.R.S.E.I-3D.I. Université Panthéon-Assas (Paris II). brazgallah@etu.u-paris2.fr

Introduction

L'arrivée de l'Euro au 1^{er} janvier 1999 s'est vue accompagnée la même année, par l'attribution du prix Nobel à Robert Mundell. Ce dernier, qui se voit considéré aujourd'hui comme le père de l'Euro, a introduit dans son célèbre article de 1961, la notion de Zone Monétaire Optimale (ZMO). Cette théorie a souvent été associée à l'élaboration de l'Union Monétaire Européenne. Il existe néanmoins un consensus étonnant quant à l'acceptation du pouvoir explicatif de cette théorie.

L'approche des zones monétaires optimales avait l'avantage de présenter le choix d'un régime de change en terme d'une analyse coûts-bénéfices. Elle s'est cantonnée néanmoins – ainsi que les contributions successives –, à l'aspect asymétrique des chocs tout en évacuant l'aspect structurel. La théorie est restée également confinée à un débat académique et n'a pas réussi à s'imposer comme une théorie sous-jacente des unions monétaires. Dans le processus de construction monétaire européenne, elle a ainsi été considérée d'un intérêt limité.

Cet article se propose de réexaminer la théorie et de démontrer l'importance de l'aspect structurel dans le processus d'unification monétaire. La première section reconsidère les critères de mobilité des facteurs, d'ouverture et de diversification. Il sera démontré que ces critères supposaient implicitement que les pays ont des niveaux de développement comparables. Ensuite une attention particulière sera portée sur la convergence des taux d'inflation et la nature institutionnelle du marché de travail.

1. La théorie des Zones Monétaires Optimales

Si Mundell a été le premier à définir clairement les ZMO en terme d'un arbitrage coût-bénéfice, cette théorie retrouve son origine dans les idées de Keynes. Ce dernier considérait que les prix et les salaires étaient rigides et que la faible mobilité des capitaux limitait l'efficacité des politiques économiques.

Dans la théorie traditionnelle de l'échange international, les facteurs de production sont supposés être mobiles à l'intérieur d'un pays et immobiles à l'extérieur. Le commerce international contribue à l'égalisation des prix des facteurs de production (Heckscher [1919], Ohlin [1933], Samuelson [1948]).² Cette hypothèse de mobilité des facteurs fut critiquée par H. Williams [1947] et représenta le point de départ de la théorie des ZMO. Une région n'étant plus identifiée par ses frontières géographiques, mais plutôt par la mobilité des travailleurs. Le déséquilibre des balances des paiements des pays dans une union économique est ainsi corrigé grâce à la dite mobilité.

1.1. La mobilité des facteurs

La relaxation du *postulatum* d'immobilité des facteurs et son application à la théorie monétaire de l'économie internationale, permirent à Mundell [1961] de définir la notion de ZMO en terme de la mobilité des facteurs. Cette hypothèse étend la pertinence de l'analyse

² Cette égalisation des prix des facteurs de production fut critiquée par Balassa [1961]. Entre des pays ayant des structures de production similaires et peu de différence dans la qualité de leurs facteurs de production, le commerce international contribue à l'égalisation des prix des facteurs, sans que celle-ci soit totale.

des changes flottants, du cadre national au cadre régional ; les monnaies nationales devant être abandonnées au profit d'une monnaie commune.

Lorsque la mobilité des facteurs est élevée entre deux pays et faible à l'extérieur, ces pays ont alors intérêt à avoir un taux de change fixe entre leur monnaie. La dialectique entre changes fixes et flottants se réduit alors selon Mundell, à une question empirique. Ces zones monétaires optimales qu'il nous présente, ne sont pas dessinées sur des cartes géographiques. La notion de frontières disparaît et cède la place à la mobilité des facteurs de production.

L'argument de stabilisation de l'inflation et du chômage de Mundell reposait implicitement sur l'hypothèse d'homogénéité des fonctions de production [Kenen, 1969, p.42]. Les changements de productivité se reflètent dans les termes de l'échange,³ qui conditionnent à leur tour le mécanisme d'ajustement. Les producteurs sont supposés disposer de technologies semblables et employer des travailleurs à compétences comparables. De plus, ces producteurs font face à la même fonction de demande. Ce qui facilite la mobilité du travail et contribue à une meilleure allocation de l'emploi. Dans une perspective dynamique, cette hypothèse implique que le niveau de technologie utilisée évolue dans le même sens dans les différentes régions. Autrement dit, Mundell exclut des divergences structurelles importantes entre les pays.

L'analyse géographique, souvent attribuée à Mundell serait fallacieuse, puisqu'elle a été employée uniquement dans un but pédagogique d'exposition [Kenen, *op. cit.* p.42]. Les régions, se distinguent en effet, par la composition de leurs produits en dotations factorielles. Si les biens de l'une des régions sont plus intenses en facteur travail, l'ajustement des balances de paiement ne pourra se réaliser que partiellement. À titre d'exemple, suite à un choc de demande en faveur de l'une des régions, la demande de travail sera excédentaire dans celle-ci et déficitaire dans l'autre région. Dans cette dernière, le chômage ne peut être totalement résorbé, vu que cette région produit des biens à intensité factorielle moins élevée. Toutes choses égales par ailleurs.

*“When regions are defined by their activities, not geographically or politically, perfect interregional labor mobility requires perfect occupational mobility. And this can only come about when labor is homogeneous or the several regions belonging to a single currency area has always to be small.” [Kenen, *op. cit.* p.44].*

Stricto sensu, la citation de Kenen n'implique pas que le niveau de développement doit être le même, mais plutôt que la taille de la zone monétaire doit être limitée. Ainsi la mobilité des facteurs sera d'autant plus importante qu'il s'agisse du même produit. Or, comme le notent Mundell et Kenen cet argument serait dénué de sens, et le monde en serait réduit au troc. *Latu sensu*, on peut avancer que cette citation signifie que les produits seraient fortement homogènes et substituables. Plus le commerce croisé est important –plus particulièrement celui en différenciation horizontale–, plus forte sera la mobilité des facteurs et meilleure sera la réallocation de ces derniers.

1.2. Le degré d'ouverture

Les zones monétaires sont optimales, selon l'expression de McKinnon [1963, p.717], lorsque les politiques monétaire et fiscale ainsi que les changes flexibles sont utilisés pour

³ Il faut rappeler que Mundell raisonne sur les prix à la production.

rétablir simultanément l'équilibre interne et externe. Aux objectifs de plein emploi et de stabilité des prix, se rajoute celui de l'équilibre des paiements internationaux. Dans une petite économie ouverte, lorsque le taux de change varie suite à un choc microéconomique, le niveau intérieur des prix est modifié. Comme le secteur des biens échangeables est important par rapport à celui du secteur abrité, l'objectif de stabilité des prix n'est pas respecté. De plus, le rôle de la monnaie comme unité de compte et comme réserve de valeur se voit diminué. L'accroissement du niveau des prix du secteur de biens échangeables, résultant de la dépréciation du taux de change, est ainsi corrigé par une baisse des prix du secteur abrité. Pour ce faire, la contraction de la demande intérieure est nécessaire engendrant par la même un accroissement du niveau de chômage et un retour à l'équilibre externe. Toutes choses égales par ailleurs, lorsque la taille du secteur abrité est importante par rapport à celle du secteur de biens échangeables, le retour à la stabilité des prix et à l'équilibre externe requiert un niveau de chômage moins important que le cas cité *supra*.

Le domaine d'une ZMO selon le critère de McKinnon est défini par le degré d'ouverture de l'économie. Pour ce faire, l'auteur considère le rapport des biens échangeables aux biens non-échangeables. L'originalité de cette approche tient à ce qu'elle s'articule en terme d'une allocation optimale des ressources. La parité des pouvoirs d'achat n'est vérifiée que pour le secteur exposé à la concurrence. Cet argument suppose élevés, les échanges entre les petites zones monétaires. En d'autres termes, l'intégration économique est un préalable à l'intégration monétaire.

L'examen des échanges des pays en développement dénote, une intensité commerciale plus forte avec les pays développés. Dans une union monétaire composée uniquement de PED, les déséquilibres des balances de paiements seront plus importants à l'intérieur de la zone qu'avec l'extérieur. Une telle situation ne peut être soutenable en longue période. D'autre part, les déviations du taux de change différent entre les PED et s'accompagnent souvent de mesures protectionnistes. Or, l'intégration économique qui signifierait la suppression des barrières tarifaires, profiterait ainsi aux pays dont la monnaie est la moins surévaluée ou la plus sous-évaluée par rapport aux autres pays de la zone. Une longue période de transition doit s'écouler, afin de favoriser le démantèlement des barrières tarifaires.

L'hypothèse de parité des pouvoirs d'achat sur le secteur exposé peut paraître également contestable. Au delà de l'aspect empirique qui ne semble pas donner crédit à cette hypothèse, le niveau des prix relatifs du secteur exposé tend à s'élever avec le niveau de développement [Lafay, 1984]. L'intensité des échanges ne suffit pas à prétendre l'unification monétaire, puisque le niveau relativement peu élevé du taux de change permet de combler le retard de spécialisation. Cet avantage tendra à disparaître avec l'adoption d'une monnaie unique, vu que les prix tendront à converger à l'intérieur de la zone ; les déséquilibres de paiements seront ainsi permanents.

La théorie des ZMO en général et l'argument de McKinnon en particulier, reposent sur l'illusion monétaire et sur l'efficacité des taux de change à stabiliser la balance des paiements. Les conditions de Marshall-Lerner (ML) sont supposées vérifiées. Il existe néanmoins un grand scepticisme quant à la valeur des élasticités critiques à vérifier les conditions de ML dans les pays en développement. Pour Goldberg [1999] la structure et la nature féodale des entreprises dans les pays en transition ne facilitent pas l'ajustement de la production suite à une variation des prix relatifs. Une large dévaluation est donc nécessaire pour stimuler la balance commerciale. Pour Goldberg la théorie des ZMO est ainsi inappropriée pour les pays en transition. Cet argument considère la variation du taux de change réel et néglige les

conséquences du désalignement des taux de change à long terme de leur parité d'équilibre. Or la valeur des élasticités critiques dépend de la demande intérieure ainsi que du degré d'ouverture. L'effet d'une dévaluation est donc ambiguë puisque le taux de change réel agit également sur la demande interne.

1.3. Diversification des échanges

Kenen [1969] procède à une analyse éclectique de la théorie. Il souligne d'une part, les interactions entre union fiscale et union monétaire et d'autre part, que plus le secteur exposé est diversifié,⁴ moins élevée sera la variabilité du taux de change. La diversification des termes de l'échange se substitue ainsi au taux de change comme variable d'ajustement. Un pays aura moins recours à son taux de change, pour maintenir le niveau d'emploi à son niveau d'équilibre –lors d'un choc asymétrique–, si la structure de ses échanges est assez diversifiée. Une baisse de la demande extérieure se traduit par un accroissement d'autant plus important du chômage que le pays est spécialisé.

Dans son modèle, Kenen exclut les biens non échangeables. Le taux de change qu'il admet, ne peut saisir un éventuel biais de productivité entre les pays et donc des différences de niveau de développement. Dans une maquette à deux pays, une économie complètement spécialisée produit un bien à l'exportation et importe le bien de l'autre pays. Un pays plus diversifié produit quant à lui, un bien à l'exportation et un bien pouvant concurrencer les produits importés. L'absence d'un secteur abrité fait coïncider, diversification de l'économie avec celle des exportations. L'auteur admet implicitement, une norme de change d'équilibre, où spécialisation et concurrence ne font qu'un. De plus son modèle repose sur l'hypothèse forte d'invariabilité des termes de l'échange.

“Products that are similar in final use are apt to have similar factor requirements, and workers who are idled by an export disturbance may be more readily absorbed in other activities.” [Kenen, op. cit. p.50].

La mobilité du travail est d'autant plus aisée, que les produits sont similaires dans leur composition. On peut soutenir que pour l'auteur, c'est plutôt l'existence d'une large part d'un commerce croisé, en différenciation horizontale en particulier, qui se substitue –en cas de choc asymétrique– à la flexibilité des changes. Kenen ne s'intéresse néanmoins à l'aspect de la spécialisation que du point de vue national. Il utilise ce terme par opposition à la diversification des exportations dans un but d'exposition. Il évacue donc la qualité de la spécialisation entre les pays, facteur qui justifie la divergence des niveaux de prix. Ceci sous-tend implicitement que les pays sont de structures semblables et invariables.

Il conclut que les régimes de change fixe sont plus appropriés pour les pays développés. Les pays en développement, étant moins diversifiés, ont besoin de plus de flexibilité dans les termes de l'échange. Ils doivent donc adhérer à des arrangements monétaires plus flexibles.

⁴ Par 'diversifié' Kenen entend des produits compétitifs et non plusieurs catégories de biens. Son modèle repose en fait, sur un bien à l'exportation et un bien à l'importation. En d'autres termes, tous les biens produits sont sujets à la concurrence internationale. Kenen ne distingue pas s'il existe une différence entre son modèle et une économie avec plusieurs biens à l'exportation [Flanders, 1969, p.104].

2. Les insuffisances de la théorie

L'analyse précédente, restreint le cadre de la théorie des zones monétaires optimales à des structures de productions semblables. Dès lors, dans une zone monétaire d'*homogénéité structurelle*, la proximité des niveaux de vie contribue à l'accroissement du commerce croisé. Ceci reflète essentiellement des modes de consommation et de production similaires et facilite par la-même la mobilité du travail. D'un autre côté, une différence significative des niveaux de développement, se caractérise par un commerce univoque et reflète une différence d'intensité capitalistique. Ce qui limite la mobilité du travail et ce, même si l'économie est diversifiée.

L'intensité des échanges ne peut expliquer à elle seule l'unification monétaire. La diversification au sens de Kenen se conjugue par une proximité des structures de spécialisation des pays. Les échanges des pays en développement restent toutefois largement caractérisés par un commerce de produits différents, se réalisant dans la plupart des cas avec les pays développés.

La distance économique relative peut mettre en évidence cette proximité des niveaux de vie et des modes de production.⁵ Moins elle est élevée, plus l'intensité relative des échanges favorise un commerce intrabranche. Mesurée au carré, elle reflète des échanges de produits qui diffèrent dans leur intensité capitalistique, s'expliquant essentiellement par les théories traditionnelles du commerce international. Lorsqu'elle est élevée, les échanges se caractérisent par l'existence d'avantages comparatifs.

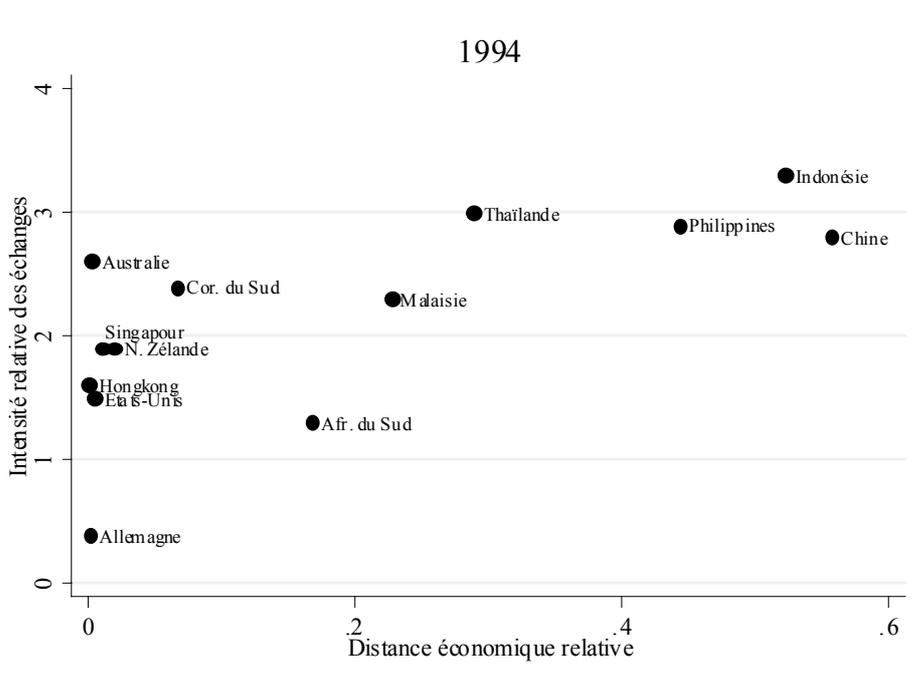
La *figure 1* montre une intensité relative des échanges élevée entre le Japon et des pays comme la Chine, l'Indonésie ou encore les Philippines. La distance économique de ces pays vis-à-vis du Japon est également la plus élevée du groupe. Cette forte corrélation reflète essentiellement un échange entre différentes industries, s'expliquant par des différences de dotations factorielles. La distance économique réduite avec l'Allemagne, les Etats-Unis ou HongKong, reflète des modes de vie similaires et favorise le commerce intrabranche avec ces pays. On constate à cet égard qu'avec la Corée du sud, la forte intensité relative des échanges est associée à une distance économique relativement faible. Pour que le Japon envisage une union monétaire avec la Corée,⁶ non seulement les échanges doivent être élevés, mais aussi que les structures de spécialisation soient semblables.

⁵ On s'inspire de la méthodologie de Balassa et Bauwens [1987]. Elle s'exprime :

$$DRPIB_{ij} = 1 + \left[\frac{\lambda \ln \lambda + (1-\lambda) \ln (1-\lambda)}{\ln 2} \right]$$
 avec $\lambda = \frac{PIB_i}{PIB_i + PIB_j}$ et $PIB_{i(j)}$ le PIB par tête, exprimé en PPA, du pays i (j).

⁶ Afin de simplifier le raisonnement, on supposera qu'une forte intensité relative des échanges reflète également un degré d'ouverture élevé.

Figure 1. : Intensité relative des échanges de 13 pays vis-à-vis du Japon



Sources : ordonnées, Freudenberg et al [1998], abscisses, CHELEM-PIB.

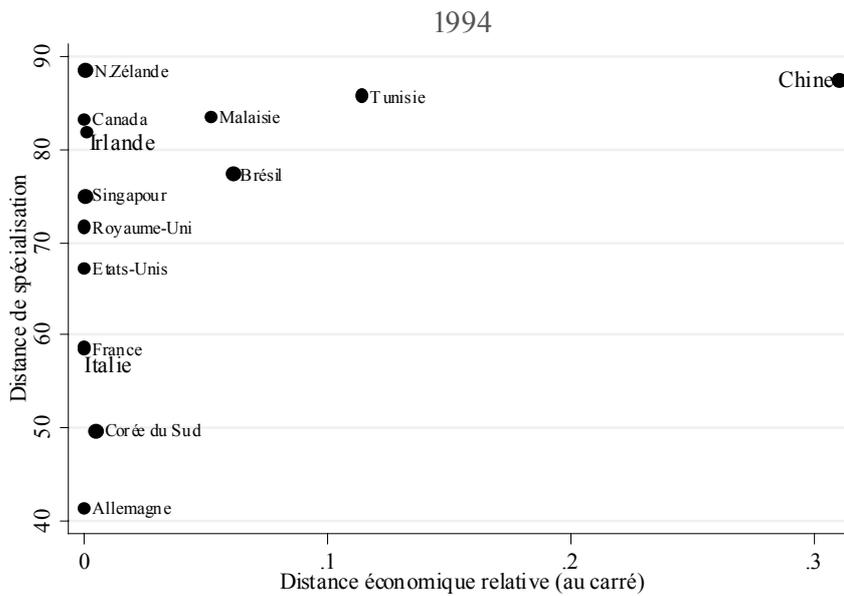
La distance de spécialisation peut mettre en évidence la complémentarité des économies nationales.⁷ Lorsque les structures de spécialisation sont différentes, l'échange bilatéral se caractérise par une complémentarité des avantages comparatifs. L'échange est d'autant plus important que la distance de spécialisation soit élevée.

La *figure 2*, indique une distance de spécialisation élevée entre la Chine et le Japon, ce explique la forte intensité de l'échange bilatéral. D'un autre côté, la distance économique entre ces deux pays, mesurée au carré, reflète une différence d'intensité capitalistique. Malgré une forte intensité relative des échanges, le Japon ne peut envisager une union monétaire avec la Chine, vu la différence importante des modes de consommation et de production.

L'examen de ces deux graphiques, montre que la Corée du sud serait le candidat le plus à même à l'unification monétaire. La proximité des niveaux de vie et des structures de spécialisation des deux pays d'une part, et la forte intensité relative des échanges d'autre part, favorisent la mobilité du travail en cas d'un choc asymétrique.

⁷ Pour une revue de la méthode utilisée, voir Freudenberg et al. [1998].

Figure 2. : Distances de spécialisation vis-à-vis du Japon



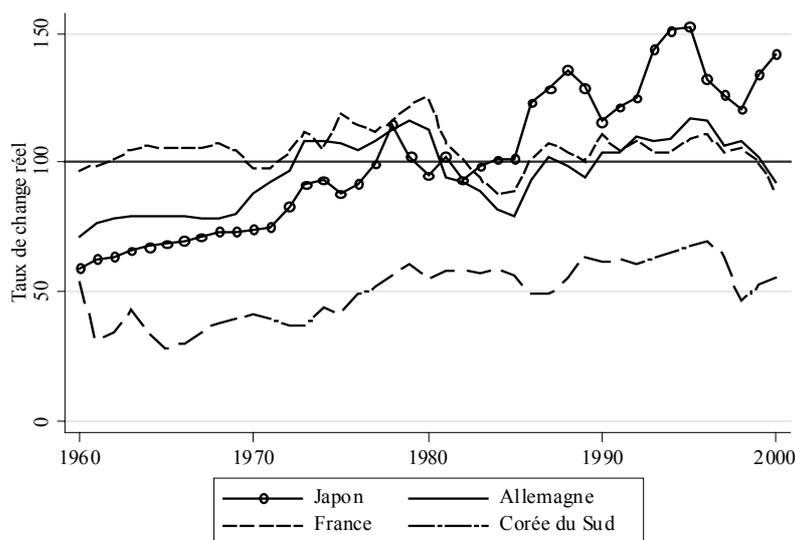
Sources : ordonnées, Freudenberg et al [1998], abscisses, CHELEM-PIB.

La proximité des structures de spécialisation est toutefois une condition insuffisante. En effet, malgré une distance économique faible entre la Corée du sud et le Japon, les prix relatifs restent largement divergents, comme le montre la *figure 3*. Les niveaux de prix relatifs tendraient à converger plus rapidement en cas d'unification monétaire. Or, si le taux de change réel tend à s'accroître plus rapidement que le niveau de développement du pays, cela risque de compromettre le processus de rattrapage. Les prix relatifs du Japon sont en effet plus proches de ceux de l'Allemagne que ceux de la Corée du sud.

En dépit de la faible intensité des échanges entre le Japon et l'Allemagne, l'adoption d'une monnaie unique entre ces deux pays serait plus cohérente, vu la proximité des structures de spécialisation et des niveaux de vie. Sans doute, la proximité géographique et culturelle est-elle aussi importante que ces derniers critères. Ces exemples montrent alors combien l'adoption d'une monnaie unique est une décision complexe, qui ne peut se cantonner uniquement à l'analyse des chocs asymétriques.

L'adoption d'un accord monétaire régional pourrait accroître l'attractivité de l'investissement direct étranger. Du point de vue des pays développés, la stratégie des firmes multinationales repose sur l'effet d'agglomération et de proximité. Dans les PED, ces firmes sont essentiellement à la recherche d'avantages comparatifs. Une structure de spécialisation similaire, mettrait les structures de production des pays en développement directement en concurrence. Ce qui contredit les conclusions de la théorie des ZMO [Bénassy et al., 1999].

Figure 3. : Niveau relatif des prix (100=OCDE)



Source : Chelem-PIB

Les échanges entre les PED sont limités et se font généralement avec les pays développés. Les arrangements monétaires régionaux, du type *currency board* ou union monétaire, seraient donc préférables. La conclusion des auteurs repose principalement sur la variabilité des changes, qui pousse les firmes à adopter une stratégie de *wait-and-see* [Krugman, 1989]. Ils délaissent ainsi le rôle du désalignement du taux de change de sa tendance d'équilibre dans la stratégie de délocalisation des firmes multinationales. Dans une économie mondialisée, ces désalignements sont plus prépondérants que le simple facteur d'incertitude sur les changes. De plus, ces désalignements diffèrent entre les PED et s'accompagnent souvent de mesures protectionnistes. La viabilité d'une monnaie unique ou d'un ancrage rigide, dépend du démantèlement de ces barrières, et nécessite une longue période de transition.

3. Partage du risque et mise en commun des réserves de change

L'adoption d'une monnaie unique représente la forme la plus extrême de l'intégration monétaire régionale. Elle permet aux pays participants de partager le risque en cas de chocs défavorables. Le pays utilisera ses réserves de change ainsi que les réserves des autres pays de l'union à condition que ces derniers ne soient pas frappés simultanément par un choc. Grâce à ce mécanisme de solidarité inter-temporel les pays détiennent moins de réserves que s'ils étaient hors de l'union et minimisent le coût d'opportunité lié à la détention des réserves de change. Cependant, une union monétaire du type UME n'est pas nécessaire pour accomplir de tels gains. Des accords régionaux de mise en commun des réserves de change peuvent être adoptés afin de faciliter le mécanisme d'ajustement de la balance des paiements. Il convient de souligner ici, les différences entre la demande de réserves des pays développés et celle des pays en développement. Ces derniers possèdent une capacité limitée à fournir de la monnaie internationale.

La mise en commun des réserves de change contribue à la stabilisation de la monnaie face aux crises spéculatives. L'accroissement des réserves peut en effet dissuader les

spéculateurs à attaquer la monnaie. Ce qui accroît la stabilité financière du pays et réduit les coûts de financement sur le marché international. À défaut d'un tel accord, le pays devra accumuler autant de réserves que la probabilité d'apparition d'un choc négatif est importante. L'accès aux marchés internationaux de capitaux peut également être limité. Pour y remédier le pays doit posséder d'importantes réserves de change –à concurrence de M2– ou sinon adhérer à un accord régional de mise en commun des réserves. Dans ce dernier cas, les pays doivent avoir les mêmes fonctions d'aversion contre le risque et la mobilité des capitaux doit être élevée entre les pays membres. Cette condition est néanmoins nécessaire mais non suffisante au rapprochement des fonctions de préférences des pays.

L'appartenance à ce type d'accords régionaux alloue un accès à des réserves supplémentaires et réduit par la même, la variabilité des réserves. Mundell [1973] était le premier à avoir tissé un lien entre solidarité inter-temporelle, à travers le partage du risque, et l'adoption d'une monnaie unique. En effet, l'adoption de plusieurs monnaies accroît l'incertitude entre les pays puisqu'elle augmente la probabilité d'une dévaluation (Mundell, *ibid*, p.118). Un accord de coopération sur les réserves fait baisser l'incertitude sur la consommation et rétablit l'équilibre optimal de Pareto. Une question se pose donc : les pays bénéficient-ils au même degré de ces accords de coopération régionaux ? Pour ce faire, la comparaison de différents accords de coopération entre des pays en développement serait utile.

Williams et al. [2001] comparent les gains afférents à la mise en commun des réserves de change dans l'union monétaire de la caraïbe de l'est (ECCU, du sigle anglais : *Eastern Caribbean Currency Union*) et l'union monétaire de la zone CFA. Ils trouvent que ces accords de coopération bénéficient le moins aux pays qui possèdent des montants élevés de réserves et dont la variabilité est la moins élevée. Par exemple, St-Vincent et Grenade n'enregistrent pas de gains liés à l'accès à des réserves supplémentaires puisqu'ils possèdent des montants élevés de réserves ainsi qu'une variabilité faible [Williams et al., 2001, p.14]. Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UMOA), le Bénin a bénéficié quant à lui des gains les plus importants, grâce aux réserves communes.

Les pays en développement possèdent le plus souvent des structures économiques dissemblables. La différence des recettes à l'exportation augmente la variabilité des réserves de change et se traduit par des taux de couverture divergents. Les gains afférents aux réserves communes peuvent donc être asymétriques entre les pays. De même, une structure de spécialisation très semblable entre les pays risque de rendre insoutenable un accord de coopération sur les réserves de change. En effet, lors d'un choc défavorable, les pays membres ne peuvent accéder simultanément aux réserves communes. Une monnaie unique par exemple entre les pays du Golf exposerait l'ensemble des pays à une variabilité accrue des réserves en cas de variation des cours du pétrole.⁸ Ce dernier représente une part très importante dans le revenu de ces pays et rend inévitable le recours de tous les pays aux réserves communes en cas de choc pétrolier. Par ailleurs, si le partenaire commercial privilégié des pays membres est frappé par un choc défavorable, les réserves communes devront absorber l'impact de ce choc pour tous les pays. Ce qui assèche les réserves et accélère l'implosion du système. Le même raisonnement tient lors d'un ancrage commun sur une même devise –ancrage du franc CFA sur le franc français puis sur l'euro–, qui, en devenant surévaluée détériorerait la compétitivité des pays de la zone. Ainsi, plus la structure

⁸ Le Conseil de Coopération du Golf a annoncé en effet, l'établissement d'une union douanière en 2003 et un plan pour une monnaie unique en 2010. Le conseil est composé de l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, les Emirats-Unis, le Kuwait, Oman et le Qatar.

de spécialisation économique des pays est différente, plus un accord de coopération régional sur les réserves est viable.⁹ Pour Balassa [1969, p.156], en l'absence d'une synchronisation des fluctuations du volume des exportations ainsi que des termes de l'échange, ces accords procurent des avantages pour tous les pays de la zone.

La mise en commun des réserves ne peut intervenir entre des pays dont les niveaux respectifs de développement sont trop disparates. Cela se traduirait par des gains supérieurs pour les pays souffrant d'un accès limité au marché de capitaux.¹⁰ De tels accords de coopération agissent également sur les niveaux futurs des déficits budgétaires. Dans la zone CFA, à titre d'exemple, les pays jouissent d'un accès illimité aux réserves communes et non à concurrence de leurs apports respectifs. La discipline budgétaire est ainsi relâchée, d'autant plus que le Trésor français assure le rôle de prêteur en dernier ressort pour toute la zone.

4. Inflation, chômage et équilibre sur le marché du travail

L'histoire de l'intégration monétaire européenne délivre un enseignement sur le rôle hégémonique de l'Allemagne dans la formation de l'UME. Des pays comme l'Espagne ou l'Italie ont pu bâtir une meilleure crédibilité en empruntant la réputation des autorités monétaires allemandes. Un pays en développement connaissant en particulier une histoire monétaire inflationniste a intérêt à appartenir à une union monétaire qui lui permettrait d'accroître sa crédibilité et de baisser son taux d'inflation. L'union monétaire entre plusieurs pays en développement en ce sens, ne bénéficierait à aucun des pays participants. Chacun en essayant d'emprunter la crédibilité de son voisin finira par ancrer sa monnaie sur une devise clé –n'appartenant pas à cette union– vu l'absence d'un pays leader à faible inflation. Ainsi, s'agissant de pays en développement, un régime d'ancrage serait préférable à une union monétaire.

4.1. Arbitrage inflation-chômage et nature institutionnelle du marché de travail

Depuis la révolution des anticipations rationnelles il est largement admis que lorsque le taux d'inflation est excessivement élevé la courbe de Phillips se décale vers le haut (*figure 4, cadran de droite*).¹¹ A long terme –et lorsque les anticipations sont rationnelles ($\dot{p} = \dot{p}^e$)–, l'arbitrage inflation-chômage devient inefficace du fait de la verticalité de la courbe de Phillips. Le taux de chômage rejoint son taux naturel U_N . Selon ce point de vue monétariste, la perte de l'autonomie monétaire qu'impose l'adoption d'une monnaie unique, ne constitue pas un coût supplémentaire. Si le pays B décide d'accroître son taux d'inflation afin de baisser le chômage, son choix s'avèrerait sous-optimal ; en longue période U_N ne dépend plus du taux d'inflation. Ainsi, l'adoption d'une monnaie unique ne ferait pas supporter à l'un des pays un taux de chômage plus élevé.

⁹ Ce point pourrait conforter à première vue, la conclusion précédente quant à l'attractivité de l'IDE.

¹⁰ En revanche ces pays pourraient recourir à des accords de swap.

¹¹ On rappelle que la courbe de Phillips incorporant les anticipations des agents s'écrit sous forme :

$\dot{p}^e - \dot{p} = \delta \cdot (U - U_N)$ avec $\delta > 0$ et \dot{p}^e le taux d'inflation anticipé et U_N le taux de chômage naturel.

Le cadran de gauche de la *figure 4*, établit une relation linéaire entre croissance des salaires et inflation. Dans un environnement de concurrence pure et parfaite et après maximisation du profit de la firme, il vient :

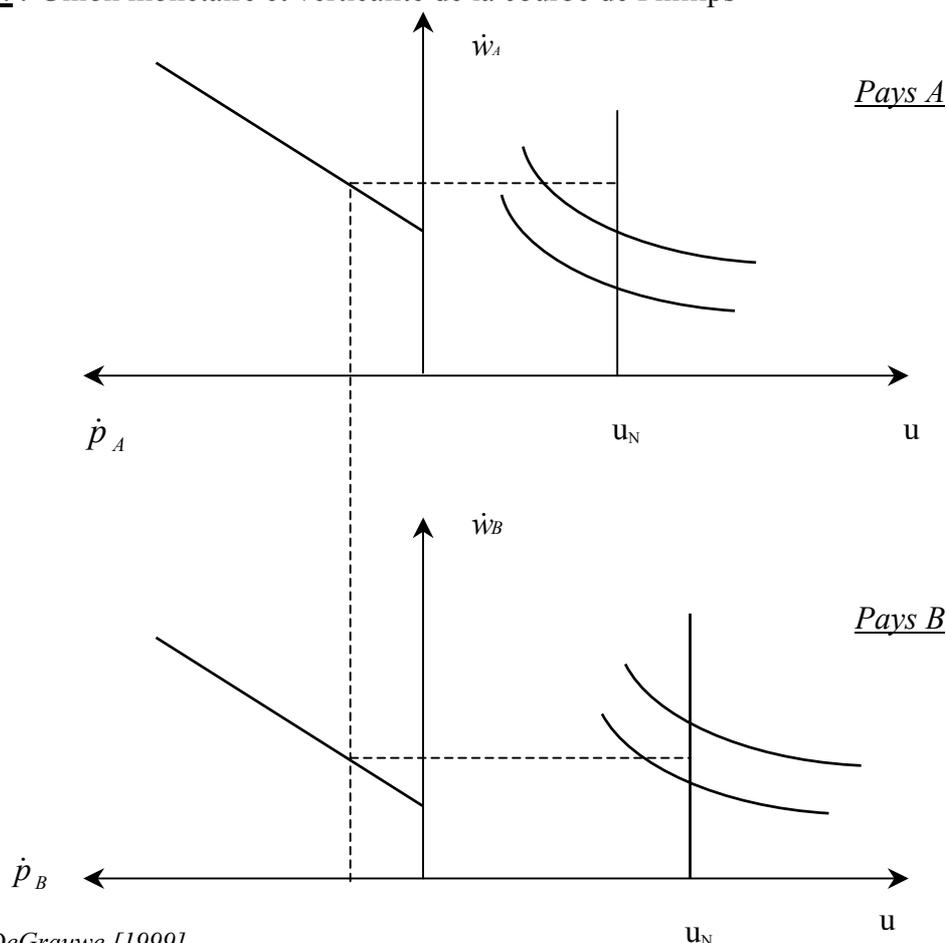
$\dot{p}_A = \dot{w}_A - \dot{\pi}_A$ et $\dot{p}_B = \dot{w}_B - \dot{\pi}_B$ avec \dot{p}_i , \dot{w}_i et $\dot{\pi}_i$ représentent le taux d'inflation, le taux de croissance des salaires et les gains de productivité du pays $i = \{A, B\}$.

On supposant vérifiée la parité des pouvoirs d'achat ($\dot{e} = \dot{p}_A - \dot{p}_B$), il en découle en union monétaire ($\dot{e} = 0$) :

$$\dot{w}_A - \dot{w}_B = \dot{\pi}_A - \dot{\pi}_B$$

Cette relation implique que le différentiel de taux de croissance des salaires doit être égal à celui des gains de productivités entre les deux pays. Un gain de productivité moins élevée dans le pays *B*, implique que les salaires devront augmenter moins rapidement dans ce pays. Selon DeGrauwe [1999, p.16] ce différentiel de productivités ne peut subsister dans une union monétaire qu'à la condition d'une absence de centralisation des négociations salariales. Les salaires ne peuvent alors converger vers le même niveau évitant l'érosion de la compétitivité du pays *B*.

Figure 4. : Union monétaire et verticalité de la courbe de Phillips



Source : DeGrauwe [1999].

Cette analyse repose sur une hypothèse forte de PPA vérifiée et utilise un concept qui peut sembler contestable : le NAIRU (le taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation). Elle s'inscrit principalement dans un contexte d'ajustement aux chocs d'offre. La convergence des taux de salaires semble alors minorer la véritable dynamique qu'instaure l'adoption d'une monnaie unique en terme d'infrastructure. Les niveaux de salaires ainsi que les prix, convergeront en effet vers la moyenne de la zone. En absence d'une péréquation fiscale adéquate, un accroissement du chômage sera inévitable.

Plus le degré de centralisation des syndicats est élevé, moins fortes seront les revendications salariales en cas de choc d'offre. Les syndicats tiennent compte de l'effet inflationniste d'un accroissement des salaires et modèrent leurs négociations salariales. Dans le cas antagoniste d'une décentralisation au niveau de la firme, les négociations auront un impact direct sur les employés et donc sur les syndicats. Les négociations salariales pourront être contenues comme dans le cas précédent. C'est dans une situation intermédiaire de centralisation que les hausses de salaires peuvent avoir le plus d'effet sur l'inflation, résultant d'un jeu non coopératif entre syndicats [De Grauwe, 1999, p.22]. De ce point de vue, les cas extrêmes seraient préférables dans une union monétaire, face à des chocs d'offre. D'un autre côté, et comme noté *supra*, la centralisation peut faire converger les salaires nominaux ($w_A \approx w_B$), engendrant du chômage dans le cas d'un différentiel de productivités.

Pour Fleming [1971, p.477], même si l'organisation syndicale était la même dans chaque pays de l'union, des divergences de salaire seront observées tant que des accords de coopération resteront absents au niveau de toute la région. Les différences qui régissent le facteur travail dans chaque nation nécessitent en fait la coordination, voire l'unification des syndicats au niveau régional.

L'arbitrage qu'impose la nature de la centralisation, lors d'un choc défavorable, place le taux de change au rang d'une simple variable d'ajustement. Or, l'adoption d'une monnaie unique est susceptible d'affecter la nature de la centralisation. Si on considère (*figure 4*) que le pays *A* est développé et *B* un pays en développement, le différentiel de salaires se justifie par l'écart de développement.¹² Un niveau moins élevé des prix relatifs, permet en effet à *B* de compenser son retard. L'évolution des salaires nominaux –et des prix– devrait alors refléter le processus de rattrapage du pays.

4.2. Croissance des salaires et enseignements de l'expérience allemande

La réunification allemande intervenue quelques mois après la chute du mur de Berlin, délivre de précieux enseignements sur le rôle des disparités de développement dans une zone monétaire. Comme le montre le *tableau 1*, la convergence des salaires nominaux des nouveaux *Länder* a été considérable. Face à ce rythme de croissance soutenu, les gains de productivité sont restés modestes et le chômage a explosé dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Malgré que celle-ci ait hérité, suite à la réunification, des institutions et de l'économie de marché de sa consœur, le processus de rattrapage s'est révélé coûteux et insuffisant. Pour expliquer cet échec, deux principales explications ont été dès lors avancées : (i) la parité monétaire de 1:1 des salaires (ii) le rôle des syndicats dans la convergence des salaires.

¹² On raisonne ici sur les niveaux de salaires, alors qu'à la *figure 4* sont représentés les taux de croissance des salaires. On alternera ces deux conceptions dans les sections suivantes.

D'après l'explication néoclassique, la convergence des salaires aurait été facilitée par l'accroissement de la mobilité des facteurs, stimulé par la chute du mur. Les organisations syndicales avaient également exercé des pressions, durant les négociations salariales, afin de faire converger les rémunérations.¹³ Il serait toutefois difficile de concevoir que des écarts importants de salaires puissent persister, en absence d'importants mouvements de migration. Ainsi, même si la conversion des salaires nominaux avait été fixée à une parité moins élevée pour les nouveaux *Länder*, la croissance des salaires aurait été plus importante.

Tableau 1. : Croissance des prix et des salaires en Allemagne

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Salaire nominal par employé (100=Allemagne de l'Ouest)	43,8	62,3	70,8	72,0	73,7	73,6	74,2	73,9	73,8	73,1	74,0	74,2
Indice des prix ancienne Allemagne de l'Ouest	89	92,5	95,8	98,4	100	101,3	103,2	104,1	104,8	106,9	-	-
Indice des prix ancienne Allemagne de l'Est	75,5	85,6	94,7	98,1	100	101,9	104,2	105,3	105,7	107,5	-	-

Source : *Statistisches Jahrbuch, divers numéros.*

Le rôle des syndicats, tel que cité *supra*, dans la constitution d'une zone monétaire adressait essentiellement la question de l'ajustement face à des chocs asymétriques. Or, l'adoption d'une monnaie unique, contribue à la convergence –même partielle– des salaires. Supposons que dans les pays *A* et *B*, existent des disparités importantes de rémunération et que le degré de centralisation des syndicats soit hétérogène. Si l'on se tient à l'analyse précédente, les deux pays peuvent adopter une monnaie commune du moment où le différentiel de productivités est cohérent avec la divergence des salaires. L'expérience allemande démontre toutefois, que l'appartenance des employés aux syndicats pourrait drastiquement baisser, si ces derniers ne défendaient pas la convergence des salaires (*annexe 1*). Sur la période 1991-98, le taux de participation aux organisations syndicales a baissé dans les nouveaux *Länder* de 15% à 40% selon les régions, alors qu'il restait stable en Allemagne de l'Ouest. L'adoption d'une monnaie unique est susceptible de modifier le comportement des syndicats, ce qui rend endogène le degré de centralisation des syndicats.

Le *tableau 1* montre un accroissement plus rapide des prix en Allemagne de l'Est, durant les premières années de transition. L'augmentation des prix a néanmoins été contenue –grâce à la centralisation des autorités monétaires–, impliquant un accroissement du salaire réel. Si on assimile les nouveaux *Länder* au pays *B*, on peut réécrire :

$$(\dot{w}_A - \dot{p}_A) - (\dot{w}_B - \dot{p}_B) = \dot{\pi}_A - \dot{\pi}_B$$

Cette relation signifie que si les gains de productivité augmentent plus rapidement dans le pays *B*, le salaire réel s'accroîtra aussi plus vite. Un différentiel de salaires réels moins important que le différentiel de productivités, risque de ruiner la compétitivité du pays *B*. Ce qui pénalise le taux de croissance de ce pays et altère son processus de rattrapage.

¹³ Il faut noter à ce niveau, que le degré de centralisation des syndicats de l'ancienne Allemagne de l'Ouest, selon le classement de Calmfors et Driffill [1988], est dans une situation intermédiaire, comparativement aux autres pays européens (voir *annexe 2*).

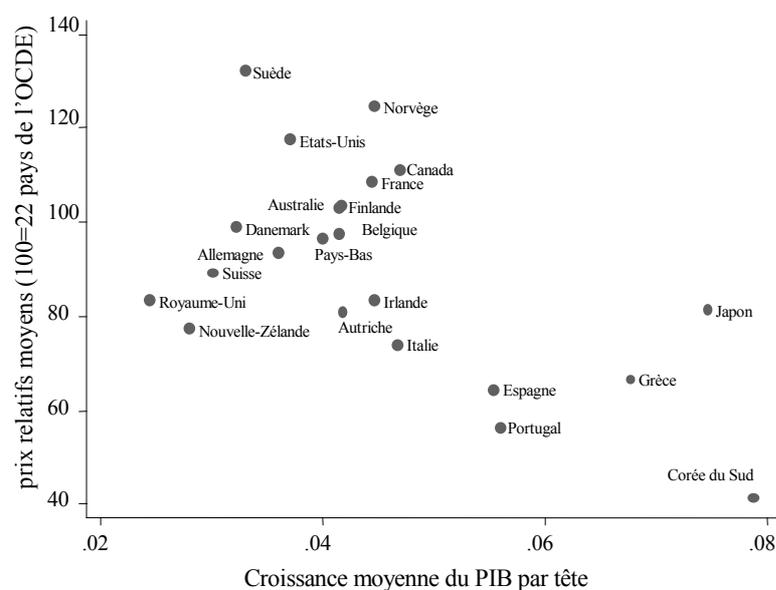
Plus généralement, un niveau relatif des prix moins élevé dans les pays en développement, permet à ces pays d'atténuer leur retard et d'atteindre un taux de croissance supérieur à la moyenne des autres pays.

Comme le montre la *figure 5* les pays dont le taux de croissance a été le plus élevé durant ces quatre décennies, sont ceux dont les prix relatifs ont été les moins élevés. Ces graphiques ne signifient pas que l'accroissement du taux de change réel pénalise la croissance.¹⁴ Cela signifie plutôt que pour rattraper leur retard, les pays les moins développés doivent avoir un taux de croissance supérieur à la moyenne des autres pays. Ainsi, le Portugal, la Grèce ou l'Espagne ont pu rattraper leur retard grâce à un taux de croissance plus élevé que la moyenne des autres pays européens. Le cas du Japon est plus éloquent, puisqu'entre 1961 et 1980 le taux de croissance moyen a été le plus élevé de l'échantillon. Ensuite, entre 1981 et 2000 le taux de croissance moyen a été divisé par deux et les prix relatifs ont augmenté de plus de 50%.

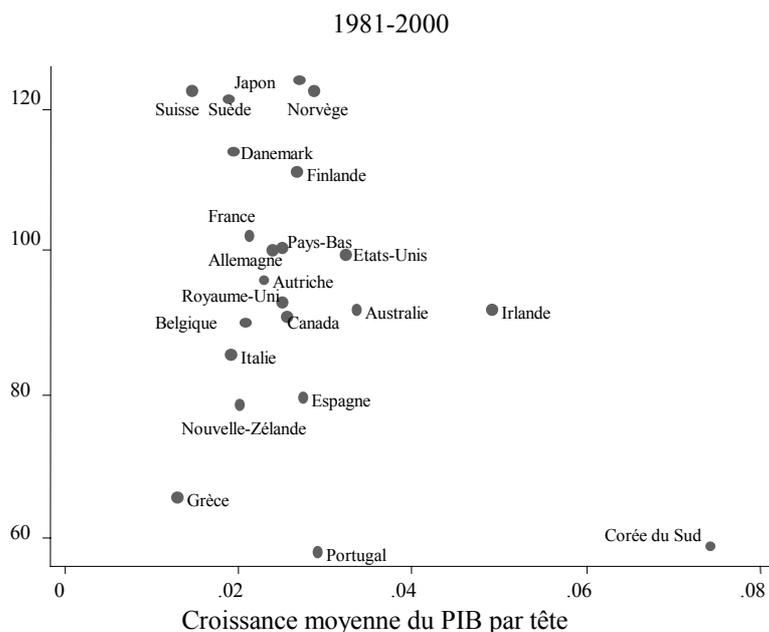
Le niveau peu élevé des prix relatifs permet d'atténuer un biais de productivité et une mauvaise spécialisation. Lorsque le pays rattrape son retard de développement, les taux de croissance deviennent comparables avec ceux des pays développés et les prix relatifs plus élevés. Le taux de change réel est en effet une fonction croissante du niveau de développement.

Intégrer une union monétaire, s'est assister à une convergence plus soutenue des prix et des salaires. Les gains de productivité ne peuvent être aussi importants, en une période de temps limitée. L'accroissement du chômage sera inévitable. À titre d'exemple, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, le taux de chômage s'est considérablement accru pour atteindre un taux avoisinant 20% en 2002, le double de l'ex-Allemagne fédérale.

Figure 5. : Croissance et prix relatifs moyens de 22 pays de l'OCDE
1961-1980



¹⁴ De même, un niveau moins élevé des prix relatifs n'implique pas forcément un taux de croissance plus élevé que la moyenne des pays. Il ne saurait être question de généraliser cette assertion. Lorsqu'on examine la même relation au niveau du monde et non de l'OCDE (*figure 5*), on remarque des taux de croissance moyens négatifs dans certains pays, alors que les prix relatifs sont les moins élevés. La réussite du processus de rattrapage économique est donc un préalable.



Source : Chelem-PIB.

Malgré les coûts afférents à la réunification, aucun économiste ne s'est précipité à dénoncer cette union, du fait qu'elle ne serait pas une zone monétaire optimale. L'adoption du mark représentait en effet un symbole de la réunification : une entité sociale commune. Cette reconnaissance sociale s'est manifestée à travers des transferts massifs vers les nouveaux territoires. Tant que la flexibilité des prix et des salaires reste insuffisante, l'instrument fiscal joue un rôle de premier plan dans la reconstruction de l'ex-RDA. Il serait illusoire d'imputer les coûts de la réunification essentiellement à la nature des syndicats ou à une parité surévaluée du mark de l'Est. L'hétérogénéité structurelle dont souffre, la nature même de l'union, impose des coûts de transition élevés, souvent minorés par la littérature.

4.3. Les conséquences pour le marché de l'emploi

La convergence rapide des taux de salaire dans une union monétaire, peut entraver le processus de rattrapage en ralentissant le rythme de croissance. La divergence en longue période des taux de productivité et de compétitivité peut engendrer un déséquilibre chronique des balances des paiements. Ceci suppose un déficit permanent de la balance courante du pays en développement vis-à-vis du pays développé. Ce dernier devrait assister alors à des sorties de capitaux permanentes, en direction du pays en développement. Comme le fait remarquer Lafay [1997, p.132-4], une telle situation ne peut être envisageable de façon permanente puisqu'elle est incompatible avec la tendance spontanée de la balance commerciale.

La contrainte des paiements internationaux limite l'effet des distorsions de compétitivité sur le lien direct entre les postes de la balance des paiements et l'emploi intérieur (Lafay, *op.cit.*, *ibidem*). Ces tensions se concentreraient plutôt sur le produit intérieur brut. La compétitivité peut agir à cet égard sur le chômage, en affectant directement la demande intérieure. Lorsque celle-ci croît moins rapidement que la demande extérieure, un pays peut enregistrer un excédent courant et ce, malgré une détérioration de sa compétitivité.

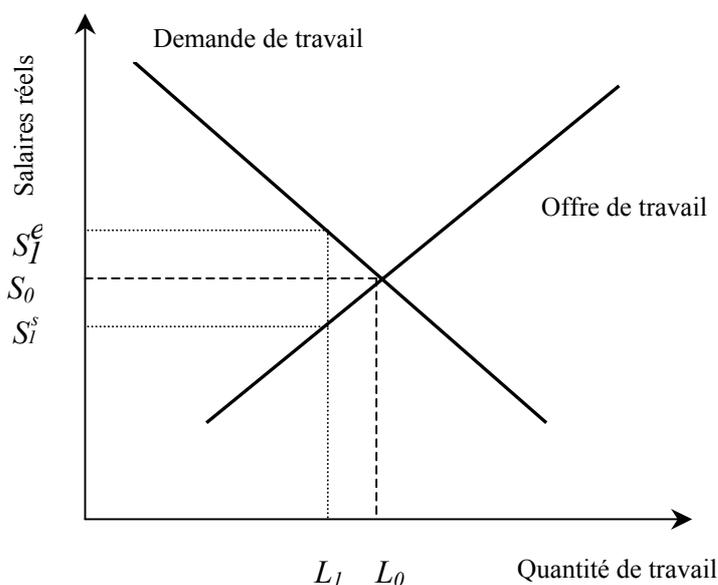
L'analyse précédente (*figure 4, cadrans de droite*) établit l'équilibre sur le marché du travail en fonction d'un arbitrage inflation-chômage. Cette conception de la courbe de Phillips

a été contestée par les modèles WS-PS. Pour ces derniers, l'équilibre sur le marché du travail est fonction du niveau des salaires et non des taux de croissance des salaires. Il faut noter que ces deux approches du chômage d'équilibre évacuent le rôle des prix relatifs dans la formation de cet équilibre.

Dans une économie ouverte et mondialisée, la vision du salaire réel du point de vue des salariés se dissocie de celle perçue par les entreprises [Lafay, 1996]. Les salariés continuent à raisonner sur le salaire nominal rapporté aux prix nationaux se préoccupant principalement du pouvoir d'achat interne de la monnaie. Les entreprises de leur part, comparent les coûts salariaux réels des différents pays. Pour ce faire, elles rapportent le salaire nominal à la moyenne des prix mondiaux. Adoptant une stratégie globale des marchés, les entreprises se préoccupent du pouvoir d'achat externe de la monnaie, contrairement aux employés.

L'analyse traditionnelle du taux de chômage d'équilibre, suppose implicitement que ces deux visions différentes coïncident. Cette hypothèse forte, ne peut se réaliser que si la parité des pouvoirs d'achat était vérifiée, à défaut, un *coin monétaire* (figure 6) apparaîtra sur le marché du travail [Lafay, 2000]. Cette approche s'apparente au modèle *WS-PS*, puisqu'elle s'articule en terme de niveau de salaire.

Figure 6. : Coin monétaire et équilibre du marché du travail



Source : Lafay [1996, 2000].

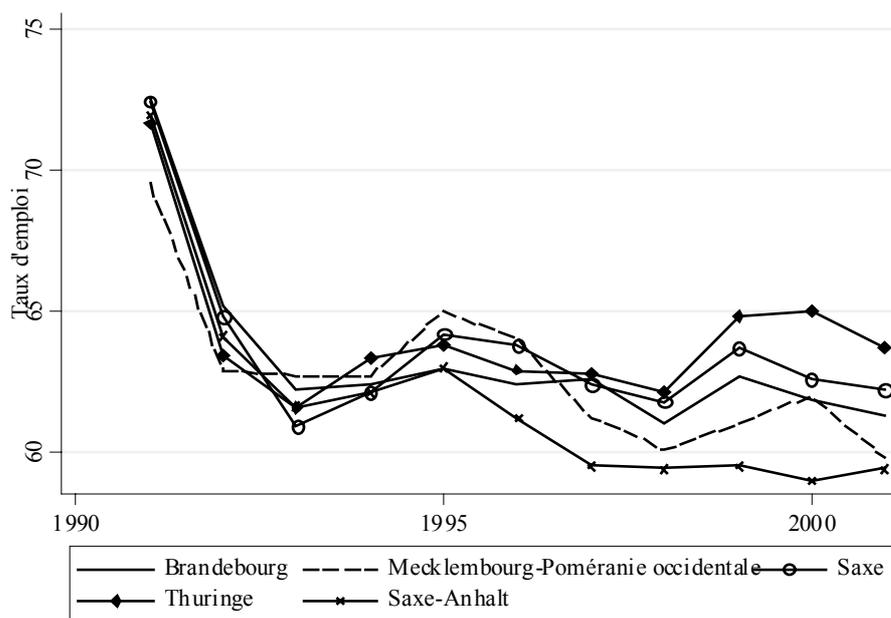
L'équilibre sur le marché du travail se réalise par la confrontation des fonctions d'offre de travail (*WS*) et celle de demande de travail des firmes (*PS*). Cet équilibre (L_0, S_0) se réalise lorsque la parité des pouvoirs d'achat est vérifiée.

Lorsqu'un pays souffre d'une parité surévaluée, ses conditions de croissance sont directement affectées. Il n'enregistre pas un déficit commercial substantiel puisque la perte de compétitivité ralentie la demande intérieure. Le niveau élevé des salaires pousse les

entreprises à restreindre leurs activités en privilégiant les gains de productivité ou même à délocaliser. Le raisonnement de G. Lafay peut-il se transposer à une union monétaire ?

L'adoption d'une monnaie unique d'une part, la libre circulation des capitaux d'autre part, incitent les entreprises à comparer les coûts de production plus aisément à l'intérieur de l'union. La détérioration des conditions de compétitivité du pays le moins développé se traduit alors par un accroissement du chômage dans ce pays. Comme la montre la figure 7, le taux d'emploi a fortement baissé dans les régions de l'ex-RDA, en particulier pendant les premières années suivant la réunification.

Figure 7. : Taux d'emploi dans les nouveaux Länder



Source : Eurostat.

Si la disparition du taux de change doit supprimer les pratiques de *beggar-my-neighbour*, le problème des distorsions monétaires reste néanmoins posé. Supposons que les pays *A* et *B* produisent deux biens *1* et *2* et que l'échelle des avantages comparatifs soit symétrique entre les deux pays. Pour simplifier, le taux de change nominal est de 1:1. Les salaires (*w*) et les productivités (*π*) restent dans un premier temps moins élevés dans le pays *B*. Les termes de l'échange peuvent s'écrire :

$$\frac{P_A}{P_B} = \frac{w_A \cdot \pi_B}{w_B \cdot \pi_A}$$

Avec P_i et w_i représentent les niveaux de prix et de salaire, π_i la productivité. Le pays *A* possède un avantage comparatif pour le bien *2* qu'il exporte, le pays *B* pour le bien *1*. Les salaires s'égalisent dans chaque pays. On considère *C* les quantités de travail nécessaires à la production de chaque bien. On peut écrire :

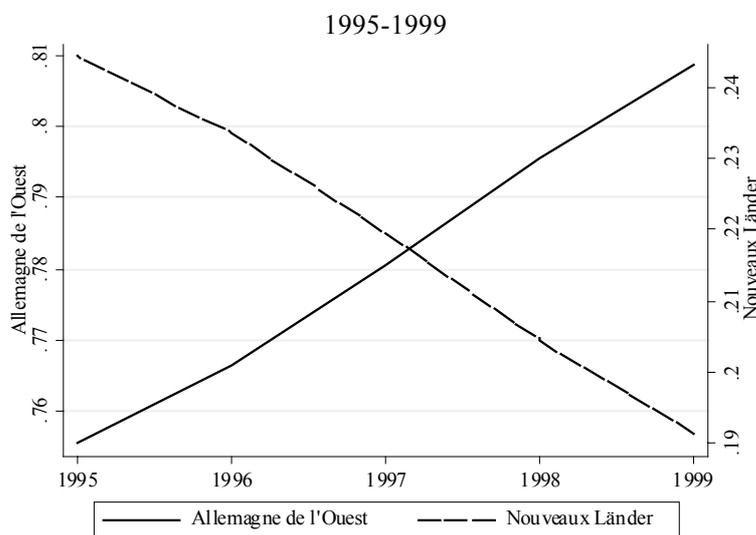
$$\frac{C_B^I}{C_A^I} < \frac{W_A}{W_B} < \frac{C_B^2}{C_A^2}$$

Si les deux pays intègrent une union monétaire, le différentiel des salaires réels s'accroît plus rapidement que celui des productivités dans le pays *B*. Le salaire relatif baisse et l'avantage comparatif du pays *B* pour le bien *I* devient sous-compétitif.

Selon ce modèle de type ricardien, la détérioration de la compétitivité du pays *B* aura des effets directs sur la balance commerciale. Selon l'argument de Lafay, ce déficit peut être contenu, si la demande intérieure relative évolue moins rapidement. En effet, la violation de la parité des pouvoirs d'achat se répercute sur le marché du travail en causant le marasme de l'investissement productif. Les causes majeures du chômage ne s'expliqueraient pas ainsi par la nature de l'échange, mais plutôt par un phénomène monétaire.

Si l'investissement relatif s'accroît moins rapidement dans le pays *B*, l'emploi d'équilibre glisse de L_0 vers L_1 . Cette situation peut être observée dans un pays en économie de marché et dont la monnaie est sur-paritaire.¹⁵ Cette analyse s'inscrit dans un cadre classique d'échange et dissocie la notion d'avantage comparatif de celle de compétitivité. Depuis la chute du mur, les conditions de compétitivité de l'ex-RDA se sont détériorées, vu la convergence partielle des salaires réels. Malgré les efforts de rattrapage économique, la part de l'investissement productif des nouveaux Länder a sensiblement baissé. Entre 1995 et 1999, la part de la formation brute de capital fixe a en effet baissé de 5% dans les nouveaux Länder au profit des anciennes régions de l'Allemagne de l'Ouest (*figure 8*).

Figure 8. : Part de la FBCF dans les deux Allemagnes



Source : Eurostat.

Selon l'analyse précédente, le taux de change possède un rôle important dans la croissance des pays. Il affecte la compétitivité extérieure d'un pays ainsi que sa demande intérieure relative. La surévaluation ralentit le rythme de croissance de l'investissement

¹⁵ La présence de barrières à la libre circulation des capitaux limite les effets sur l'investissement productif.

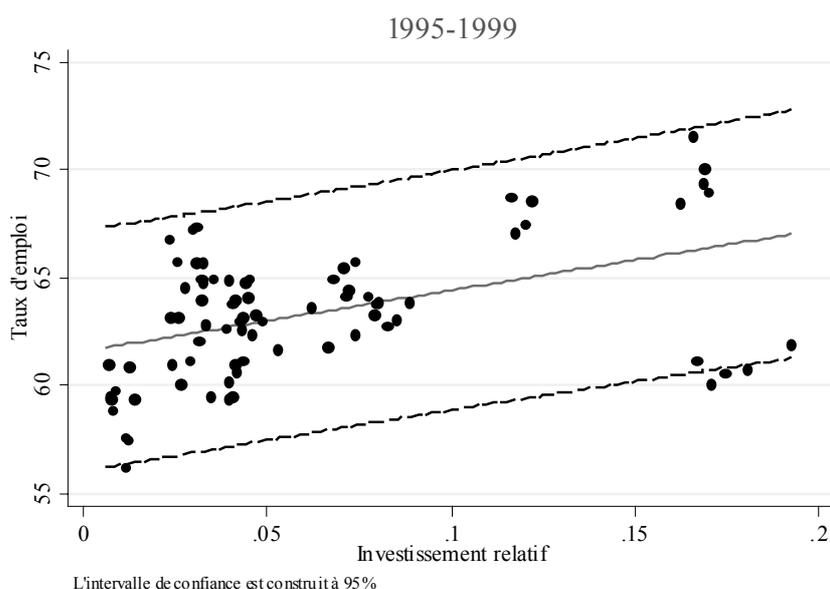
productif, en accélérant les délocalisations et par conséquent l'explosion du chômage. On peut compléter le schéma traditionnel par le sens de causalité :

Taux de change réel \Rightarrow Demande intérieure relative \Rightarrow Chômage

Selon la logique de ce schéma, les désalignements du taux de change agissent sur les coûts salariaux unitaires et donc sur l'équilibre du marché de travail. Le taux de chômage est donc négativement corrélé avec l'investissement relatif.

Dans une économie ouverte, l'accélération du rythme du chômage dépend non seulement du niveau de l'investissement, mais également de la croissance relative de celui-ci. La surévaluation de la monnaie accroît le coût salarial et incite les entreprises à délocaliser leurs activités ou plutôt à rationner leurs activités. La baisse du taux d'emploi dans les régions de l'ex-RDA s'expliquerait ainsi par la baisse de la part de l'investissement productif dans celui de l'Allemagne. La baisse de ce dernier résulte de l'accroissement plus rapide des salaires réels par rapport à celui des gains de productivité. Sur la *figure 9*, on retrouve cette corrélation positive entre taux d'emploi et investissement productif relatif sur la période 1995-1999.¹⁶

Figure 9. : Emploi et investissement relatif dans 16 régions de l'Allemagne



Source : Eurostat.

5. Conclusion

Dans une union monétaire d'*hétérogénéité structurelle*, le niveau de salaire du pays en développement converge vers celui des autres pays de la zone. Les termes de l'échange internes se détériorent *ipso facto* et ralentissent la croissance du pays. Ces tensions se

¹⁶ Il s'agit de données régionales, relatives à 11 régions de l'Allemagne de l'Ouest et 5 régions des nouveaux Länder.

concentrent alors sur la demande intérieure relative et se traduisent par l'explosion du chômage.

Ceci ne rejette pas pour autant l'idée d'une union monétaire entre deux pays présentant des divergences structurelles. L'adhésion à une union monétaire obéit aussi à des considérations politiques [Goodhart, 1995]. Dans ce cas de figure, le domaine fiscal admet un rôle de premier plan dans la viabilité de l'union monétaire. Les transferts contribuent non seulement à résorber les chocs asymétriques mais également à promouvoir le développement des régions les moins favorisées.

En se focalisant sur l'aspect conjoncturel, la théorie des zones monétaires optimales a délaissé la question des structures des pays. Lorsque le niveau de développement est différent entre les pays, aussi bien les taux de change réels que les structures des balances de paiements seront différentes. L'insertion des pays dans l'espace économique mondial dépend en effet, de ces différences de structure. Or, l'adoption d'une monnaie unique ôte aux pays les moins développés l'instrument qui leur permet de rattraper leur retard de développement.

REFERENCES

- Balassa Bela, (1961), *The Theory of Economic Integration*, London George Allan and Unwin LTD.
- Balassa Bela, (1969), "Comment: Regional Monetary Integration of the Developing Countries", in *Monetary Problems of the International Economy*, ed. Mundell Robert A., Alexander K. Swoboda, The University of Chicago Press, pp.135-43.
- Balassa Bela, L. Bauwens, (1987), "Intra-industry Specialisation in a Multi-Country and Multilateral Framework", *The Economic Journal*, 97, pp. 939-39.
- Bénassy-Quéré Agnès, Lionel Fontagné, Amina Lahrèche-Révil, (1999), "Exchange rate strategies in the competition for attracting FDI", *Document de travail*, CEPII, n°99-16, décembre.
- Calmfors L., J. Driffill, (1988), "Bargaining structure, corporatism and macroeconomic performance", *Economic Policy*, 6, pp. 14-61.
- De Grauwe Paul, (1999), *Economie de l'intégration monétaire*, De Boeck Université.
- Flanders June M., (1969), "Comment: The Currency Area Problem", in *Monetary Problems of the International Economy*, R. Mundell and A.K. Swoboda.
- Fleming Marcus, (1971), "On Exchange Rate Unification", *The Economic Journal*, September.
- Freudenberg Michael, Guillaume Gaulier, Deniz Ünäl-Kensenci, (1998), « La régionalisation du commerce international: une évaluation par les intensités relatives bilatérales », *Document de Travail*, CEPII, 1998-05.
- Goldberg Linda S., (1999), "Is Optimum Currency Area Theory Irrelevant for Economies in Transition?", in R. J. Sweeney, C. Wihlborg, T. D. Willett, ed., *Exchange Rate Policies for Emerging Market Economies*, Westview Press, pp. 50-60.
- Goodhart Charles A. E., (1995), "The Political Economy of Monetary Union", in *Understanding Interdependence: The Macroeconomics of the Open Economy*, P. Kenen, eds. (Princeton: Princeton University Press).
- Heckscher Eli, (1919), "The effect of Foreign Trade on the Distribution of Income", *Ekonomisk Tidskrift*, pp. 497-512.
- Kenen Peter B., (1969), "The Theory of Optimum Currency Areas: An Eclectic View", in *Monetary Problems of the International Economy*, R. Mundell and A. K. Swoboda.
- Krugman Paul R., (1989), "The Case for Stabilizing Exchange Rates", *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 5, N° 3.
- Lafay Gérard, (1984), « Pour des taux de change de référence », *Economie Prospective Internationale*, n°17, 1^{er} Trimestre.
- Lafay Gérard, (1996), "Les origines internationales du chômage", *Revue d'Economie Politique*, n°106(6), novembre-décembre.
- Lafay Gérard, (1997), « Distorsions monétaires et commerce », *Revue française d'économie*, n°4, automne.

- Lafay Gérard, (2000), *Les enjeux théoriques de la mondialisation*, Communication du XII^{ème} Congrès International du CEDIMES, (acte à paraître).
- McKinnon Ronald I., (1963), "Optimum Currency Areas", *The American Economic Review*, vol. LIII, N°4, September, pp.717-25
- Mundell Robert, (1961), "A Theory of Optimum Currency Areas", *American Economic Review*, Vol.51, pp.657-65.
- Mundell Robert, (1973), "Uncommon Arguments for Common Currencies", in *The Economics of Common Currencies*, ed., Harry G. Johnson and Alexander Swoboda.
- Ohlin Bertil, (1933), *Interregional and International Trade*, Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Samuelson Paul A., (1948), "Factor Endowments and Relative Commodity Prices", *Economica*, 22, pp.336-341.
- Williams J. H., (1947), *Post-war monetary Plans*, A. A. Knopf, New York.
- Williams Oral, Tracy Polius, Selvon Hazel, (2001), "Reserve Pooling in the Eastern Caribbean Currency Union and the CFA Franc Zone: A Comparative Analysis", IMF Working Paper, WP/01/104.

ANNEXES

Annexe 1. : Degré de participation aux organisations syndicales dans les *Deutscher Gewerkschaftsbund* (DGB) entre 1991 et 1998.

	1991 ^a	1995 ^a	1998 ^a	1991 ^b	1995 ^b	1998 ^b
Allemagne de l'Est						
Berlin-Brandenburg	1085	755	608	38.0	36.6	32.3
Sachsen	1342	677	510	59.0	42.0	34.6
Sachsen-Anhalt	727	377	306	52.8	41.4	37.0
Thüringe	613	327	244	50.2	38.5	32.1
Mecklenburg-Vorpommern	439	2360	1841	50.6	39.0	33.4
Allemagne de l'Ouest	7643	6994	6470	32.3	31.4	31.8

a: En milliers ; *b* : en pourcentage de l'emploi total.

Source: DGB, Statistisches Bundesamt

Annexe 2. : Degré de centralisation des syndicats
Classement des pays selon leur degré de centralisation

Ordre	Calmfors et Driffill (1988)
1	Autriche
2	Norvège
3	Suède
4	Danemark
5	Finlande
6	Allemagne
7	Pays-Bas
8	Belgique
9	Nouvelle Zélande
10	Australie
11	France
12	Royaume-Uni
13	Italie
14	Japon
15	Suisse
16	Etats-Unis
17	Canada